

# PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

## Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2023

Nombre de conseillers :

en exercice	14
présents	12
votants	12

L'an deux mille vingt-trois, le **1<sup>er</sup> décembre à 18 h.**

Le Conseil Municipal de VICQ-SUR-NAHON, convoqué le 24 novembre 2023 **en session ordinaire**, à la **Mairie**, s'est réuni sous la Présidence de **M. GUILLET Jean-Charles, Maire**.

**PRESENTS** : MM. GUILLET Jean-Charles, Mmes ARRICOT Danièle et CHAUVIN Christelle, MM. ROUVEIX Didier, LAUZANNE Michel, Mme ALCHEIK Sylviane, M. COSTES Pascal, Mme LOJON Véronique, MM. CHABOT Philippe et JAMET Jean-Claude et RABIER Benjamin et Mme TROVERO Ingrid.

**Absents** : Mme TRIPAULT Christèle, M. PINAULT Jean-Christophe (arrivé en séance avant l'examen du dossier n°2).

**Secrétaire** : Mme ARRICOT Danièle.

### **Ordre du jour** :

- 1a. Décision modificative 1 – Budget annexe Pôle Secondaire de Santé.
  - 1b. Décision modificative 2 – Budget commune
  2. Location salle polyvalente – Tarifs 2024.
  3. Concession dans le cimetière – Tarif 2024
  4. Assainissement – Tarifs 2024-2025
  - 5a. Convention Pôle Secondaire de Santé – Dr KOYNOVA Boryana, médecin généraliste
  - 5b. Convention Pôle Secondaire de Santé – M. JEANNEY Laurent, pédicure-podologue
  - 5c. Convention Pôle Secondaire de Santé – M. THUILIER Thomas, ostéopathe
  - 5d. Convention Pôle Secondaire de Santé – Mme ASSAILLY Lydie, infirmière
  - 5e. Convention Pôle Secondaire de Santé – Mme PINEL Elodie, infirmière
  6. Acquisition des parcelles cadastrées AB 216 et ZE 172
  7. Acquisition des terrains GUILLET et FAUCHER – Etudes géotechniques
  8. Personnel communal – Création et suppressions de postes
  9. Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux
  10. Modification du RIFSEEP
  11. Participations communales pour la manifestation du 15 juillet 2023
  12. Bilan de la concertation et arrêt des cartographies des ZAE nR
  13. sans objet
  14. Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable du Syndicat des Eaux du Boischaut Nord 2022
  15. Admission en non-valeur de créances irrécouvrables – Budget Assainissement.
- Questions diverses

### **1a. DECISION MODIFICATIVE 1 – Budget annexe Pôle Secondaire de Santé**

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser la décision modificative n°1 suivante du budget annexe du Pôle Secondaire de Santé de l'exercice 2023.

	Diminution sur crédits déjà alloués		Augmentation des crédits	
Intitulé	Compte	Montant	Compte	Montant
Energie - Electricité	60612	130.00		
Intérêts réglés à l'échéance			66111	130.00
<b>Fonctionnement dépenses</b>		<b>130.00</b>		<b>130.00</b>
	<b>solde</b>	<b>0.00</b>		

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve la proposition de M. le Maire.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 26/12/2023*

*Publié le 26/12/2023*

#### **1b. DECISION MODIFICATIVE 2 – Budget commune**

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser la décision modificative n°2 suivante du budget principal de la commune de l'exercice 2023.

	Diminution sur crédits déjà alloués		Augmentation des crédits	
Intitulé	Compte	Montant	Compte	Montant
Aux budgets annexes et au régies dotées de la seule autonomie financière	6573641	2 650.00		
Titres annulés (sur exercices antérieurs)			673	2 650.00
<b>Fonctionnement dépenses</b>		<b>2 650.00</b>		<b>2 650.00</b>
	<b>solde</b>	<b>0.00</b>		

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve la proposition de M. le Maire.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 26/12/2023*

*Publié le 26/12/2023*

#### **2. LOCATION SALLE POLYVALENTE - TARIFS 2024**

Le Conseil Municipal DECIDE à l'unanimité d'appliquer les tarifs pour l'année 2024, soit :

<b>GRANDE SALLE</b>	
<b>Forfait week-end avec cuisine (mariage)</b>	<b>260 €</b>
<b>Forfait 1 journée sans cuisine (Loto)</b>	<b>171 €</b>
<b>Forfait journée avec cuisine (repas)</b>	<b>250 €</b>
<b>Forfait ½ journée (réunion, vin d'honneur)</b>	<b>88 €</b>
<b>Théâtre, spectacle</b>	<b>171 €</b>
<b>Bal Sté extérieure</b>	<b>292 €</b>
<b>PETITE SALLE</b>	
<b>Réunion</b>	<b>63 €</b>
<b>Forfait 1 journée avec cuisine</b>	<b>130 €</b>
<b>Forfait ½ journée, sans remise possible, le mercredi pour les anniversaires des moins de 12 ans domiciliés ou inscrits dans les écoles de Langé Veuil et Vicq-sur-Nahon ainsi que réunion familiale suite à des obsèques</b>	<b>32 €</b>

Une somme de 45 € sera réclamée pour servir d'arrhes et sera conservée en cas de désistement dans un délai inférieur à deux mois par rapport à la date de la location (sauf cas de force majeure).

- Remise de 20% pour les personnes qui habitent la commune, ainsi que pour les Sociétés et Associations Locales sauf pour forfait ½ journée de la petite salle.
- une location gratuite par an pour les Associations Locales.
- Locations gratuites pour l'Association des manifestations Communales puisque cette Association oeuvre exclusivement pour la Commune.
- Forfait de 100 € par an pour les Clubs de Gym, les Ateliers du Nahon et de Yoga (Danièle ARRICOT et Jean-Charles GUILLET, Pascal COSTES, Michel LAUZANNE et Sylviane ALCHEIK se sont retirés de la séance et n'ont pas participé au vote pour ce forfait étant membres de ces clubs).
- L'électricité sera facturée à 0.25 € par kwh en fonction de la consommation.
- En cas de casse ou de perte de la vaisselle de la salle polyvalente, le tarif suivant sera appliqué :

Coupe :	1.00 €
Verre n°3 :	0.80 €
Verre n°4 :	0.80 €
Verre empilable	0.70 €
Verre liqueur	2.50 €
Tasse à café	2.80 €
Carafe carrée	1.60 €
Broc 1l	1.90 €
Saladier en verre	3.10 €
Assiette à dessert	2.20 €
Assiette plate	2.20 €
Bol	2.60 €

Les autres pièces de vaisselle ou matériels seront facturées en fonction du coût du rachat au moment de l'opération.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

### **3. CONCESSION DANS LE CIMETIERE – TARIF 2024**

Vu l'augmentation générale des prix et le montant des reprises à la charge de la commune, le Conseil Municipal DECIDE à la majorité (Pour 8 voix, Contre 4 voix et une abstention) de revaloriser, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, le prix de concession dans le cimetière comme suit :

Concession cinquantenaire : 200 €/m<sup>2</sup>.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

### **4. TARIFS ASSAINISSEMENT 2024-2025**

Monsieur le Maire DEMANDE au Conseil de bien vouloir se prononcer sur une éventuelle actualisation des tarifs d'assainissement.

Le Conseil Municipal, CONSIDERANT que des travaux sont à envisager à la station d'épuration ainsi que sur les réseaux d'assainissement, DECIDE à la majorité (11 voix pour et 2 abstentions) de revaloriser les tarifs comme suit :

- redevance d'abonnement : 60 € H.T.
- redevance au m<sup>3</sup> : 1.35 € HT.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

**5a. CONVENTION POLE SECONDAIRE DE SANTÉ – Dr KOYNOVA Boryana, médecin généraliste**

Le Maire,

- FAIT PART de la demande de Dr KOYNOVA Boryana, médecin généraliste qui souhaite louer un bureau afin d'exercer sa profession ;
- PROPOSE de lui louer par convention d'occupation précaire un bureau avec le droit d'accès au hall à la salle d'attente, WC et parking situé au 9 route de Valençay ;
- ET DEMANDE au Conseil Municipal de bien vouloir fixer un loyer.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- ACCEPTE LA PROPOSITION et AUTORISE la location d'un bureau et des parties communes ci-dessus dénommées à compter du 1er janvier 2024 pour une durée de douze mois,
- FIXE le loyer à 333.33 € HT soit 400 € TTC mensuel à terme échu ;
- AUTORISE le Maire à signer la convention d'occupation précaire correspondante et tous les documents s'y rapportant.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

**5b. CONVENTION POLE SECONDAIRE DE SANTÉ – M. JEANNEY Laurent, Pédicure-Podologue**

Le Maire,

- FAIT PART de la demande de M. JEANNEY Laurent, Pédicure-Podologue qui souhaite louer un bureau afin d'exercer sa profession ;
- PROPOSE de lui louer par convention d'occupation précaire un bureau avec le droit d'accès au hall à la salle d'attente, WC et parking situé au 9 route de Valençay ;
- ET DEMANDE au Conseil Municipal de bien vouloir fixer un loyer.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- ACCEPTE LA PROPOSITION et AUTORISE la location d'un bureau et des parties communes ci-dessus dénommées à compter du 4 janvier 2024 pour une durée de douze mois,
- FIXE le loyer à 62.50 € HT soit 75 € TTC mensuel à terme échu ;
- AUTORISE le Maire à signer la convention d'occupation précaire correspondante et tous les documents s'y rapportant.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

**5c. CONVENTION POLE SECONDAIRE DE SANTÉ – M. THUILLIER Thomas, Ostéopathe**

Le Maire,

- FAIT PART de la demande de M. THUILLIER Thomas, Ostéopathe qui souhaite louer un bureau afin d'exercer sa profession ;
- PROPOSE de lui louer par convention d'occupation précaire un bureau avec le droit d'accès au hall à la salle d'attente, WC et parking situé au 9 route de Valençay ;
- ET DEMANDE au Conseil Municipal de bien vouloir fixer un loyer.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- ACCEPTE LA PROPOSITION et AUTORISE la location d'un bureau et des parties communes ci-dessus dénommées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour une durée de douze mois,
- FIXE le loyer à 62.50 € HT soit 75 € TTC mensuel à terme échu ;

- AUTORISE le Maire à signer la convention d'occupation précaire correspondante et tous les documents s'y rapportant.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

#### **5d. CONVENTION POLE SECONDAIRE DE SANTÉ – Mme ASSAILLY Lydie, infirmière**

Le Maire,

- FAIT PART de la demande de Mme ASSAILLY Lydie, infirmière qui souhaite louer un bureau afin d'exercer sa profession ;
- PROPOSE de lui louer par convention d'occupation précaire un bureau avec le droit d'accès au hall à la salle d'attente, WC et parking situé au 9 route de Valençay ;
- ET DEMANDE au Conseil Municipal de bien vouloir fixer un loyer.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- ACCEPTE LA PROPOSITION et AUTORISE la location d'un bureau et des parties communes ci-dessus dénommées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour une durée de douze mois ;
- FIXE le loyer à 91.67 € HT soit 110 € TTC mensuel à terme échu ;
- AUTORISE le Maire à signer la convention d'occupation précaire correspondante et tous les documents s'y rapportant.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

#### **5e. CONVENTION POLE SECONDAIRE DE SANTÉ – Mme PINEL Elodie, infirmière**

Le Maire,

- FAIT PART de la demande de Mme PINEL Elodie, infirmière qui souhaite louer un bureau afin d'exercer sa profession ;
- PROPOSE de lui louer par convention d'occupation précaire un bureau avec le droit d'accès au hall à la salle d'attente, WC et parking situé au 9 route de Valençay ;
- ET DEMANDE au Conseil Municipal de bien vouloir fixer un loyer.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- ACCEPTE LA PROPOSITION et AUTORISE la location d'un bureau et des parties communes ci-dessus dénommées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour une durée de douze mois ;
- FIXE le loyer à 91.67 € HT soit 110 € TTC mensuel à terme échu ;
- AUTORISE le Maire à signer la convention d'occupation précaire correspondante et tous les documents s'y rapportant.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

#### **6. ACQUISITION des PARCELLES CADASTRÉES AB 216 et ZE 172**

Vu l'article L.111-1 du code général de la propriété des personnes publique,

CONSIDERANT que la commune souhaite acquérir la parcelle cadastrée AB 216 située au 4 place des Anciens Combattant et comportant un immeuble ainsi que la parcelle ZE 172, un prés d'une contenance de 989 m<sup>2</sup>, appartenant aux consorts GUILLOT et MARTY pour un montant de 15 000 € net vendeur l'ensemble.

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée AB 216 jouxte le bâtiment de la boulangerie appartenant à la commune.

CONSIDERANT que l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux opérations immobilières des collectivités territoriales fixent le seuil de consultation obligatoire du service des Domaines à 180 000 € pour les acquisitions amiables ;

CONSIDERANT que la valeur du bien est inférieure à 180 000 € et qu'il n'est pas nécessaire de solliciter le service des Domaines.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité (12 voix pour et 1 abstention) DECIDE :

- D'APPOUVER l'acquisition de la propriété immobilière situé sur la parcelle AB 216 ainsi que la parcelle cadastrée ZE 172, appartenant aux consorts GUILLOT et MARTY, au prix de 15 000 € net vendeur l'ensemble ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement M. PINAULT Jean-Christophe, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire à signer l'acte d'acquisition en l'Etude de Maître LANGLOIS Charles-Alexandre, notaire à Vicq-sur-Nahon, ainsi que toutes les pièces nécessaires à cette acquisition ;

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

## **7. ACQUISITIONS DES TERRAINS GUILLET ET FAUCHER - ETUDES GEOTECHNIQUES**

Monsieur le Maire s'est retiré de la séance et n'a pas pris part au vote.

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 5 en date du 24 novembre 2021 portant décision d'acquérir la parcelle cadastrée AB 146 appartenant à M. et Mme GUILLET Jean-Charles ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 4 en date du 3 juillet 2023 portant décision d'acquérir les parcelles cadastrées AB 11 et 45 appartenant à Mme FAUCHER Valérie ;

Considérant que lorsqu'une parcelle est située en zone moyennement ou fortement exposée aux mouvements de terrains et qu'elle est également située en zone constructible, il est obligatoire de réaliser une étude géotechnique. La volonté de l'acquéreur de construire ou pas ne peut pas être prise en considération.

Considérant que les vendeurs ne souhaitent pas vendre si les frais d'Etudes sont à leurs charges.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :**

- DE PRENDRE en charge les frais d'Etudes géotechniques par la commune concernant les acquisitions des terrains à M. et Mme GULLET Jean-Charles ainsi que Mme FAUCHER Valérie ;

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

## **8. PERSONNEL COMMUNAL - CREATION et SUPPRESSIONS DE POSTES**

L'assemblée délibérante du Conseil Municipal ;

**VU** le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-8-3° ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

Vu la saisine du Comité Social Territorial ;

Vu le tableau des effectifs du personnel.

Afin de transformer deux postes permanents de contractuel à l'Agence Postale Communale en un seul poste.

Et de modifier le tableau des effectifs du personnel contractuel permanent à l'Agence Postale Communale, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 comme suit :

Ancien effectif : 2

Nouvel effectif : 1

Après en avoir délibéré à la majorité (11 voix pour et 2 abstentions), le conseil municipal :

- APPROUVE la transformation de postes à l'Agence Postale Communale ci-dessous et par conséquent décide, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

. La suppression d'un poste Adjoint Administratif permanent contractuel en C.D.I. à temps non complet de 15h hebdomadaire (contrat sous article 3-3-4° soit article L 332-8-5° du code générale de la fonction publique) ;

. La suppression d'un poste Adjoint Administratif permanent contractuel à temps non complet de 8h hebdomadaire (contrat sous article L 332-8-3° du code générale de la fonction publique) ;

. La création d'un emploi permanent contractuel d'Adjoint administratif de l'Agence Postale Communale à temps non complet de 23 h hebdomadaire, en Contrat à Durée Indéterminée en application de l'article L. 332-8-3.

La rémunération afférente à cet emploi sera calculée au prorata de la durée de travail sur la base de l'indice brut correspondant au 1<sup>er</sup> échelon de l'échelle C1. Au cas où cette rémunération deviendrait inférieure au SMIC, elle serait automatiquement alignée sur l'indice légale ou immédiatement supérieur à celui-ci.

- DECIDE de modifier le tableau des effectifs du personnel tel que présenté précédemment,

- AUTORISE le Maire à signer le contrat de travail ainsi que tous les documents se rapportant à cette décision.

- PRECISE que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 18/12/2023*

*Publié le 18/12/2023*

## **9. AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE POUR EVENEMENTS FAMILIAUX**

M. Le Maire de Vicq-sur-Nahon au regard des textes suivants :

VU le code du travail (articles L. 1225-16 et L. 3142-1) ;

VU le Code Général de la Fonction Publique (articles L. 622-1 à L. 622-7) ;

VU la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité ;

VU la circulaire ministérielle du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde ;

VU la circulaire FP/4 n° 1864 du 9 août 1995 relative au congé de maternité ou d'adoption et autorisations d'absence liées à la naissance ;

VU la circulaire FP/7 n° 002974 du 7 mai 2001 relative aux autorisations d'absence et au pacte de solidarité ;

VU la circulaire n°1475 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées aux agents publics pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde ;

VU l'instruction n° 7 du 23 mars 1950 relative à l'application des dispositions, des articles 86 et suivants du statut général, relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence ;

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 20 novembre 2023 ;

CONSIDERANT QUE des autorisations d'absence peuvent être accordées aux fonctionnaires et agents non titulaires territoriaux à l'occasion d'événements familiaux particuliers ; que les autorisations spéciales d'absence se distinguent des congés annuels et ne peuvent être octroyées durant ces derniers.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

**Article 1 : Décide d'adopter les autorisations d'absence suivantes qui prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024**

Le barème est exprimé en jours ouvrables (*tous les jours de la semaine sauf jours de repos hebdomadaires et jours fériés non travaillés*).

# Autorisations d'absence pour événements divers

CT du 24 Mars 2017

NATURE DE L'EVENEMENT	NOMBRE DE JOURS D'ABSENCE (jours ouvrables) CT 24 MARS 2017
Naissance ou adoption	3 jours (2)
Mariage ou conclusion d'un PACS	
- de l'agent.....	8 jours (2)
Mariage	
- d'un enfant.....	4 jours (1) (2)
- d'un frère, d'une sœur.....	2 jours (1) (2)
- d'un beau-frère, d'une belle sœur.....	2 jours (1) (2)
- d'un petit-fils, d'une petite fille.....	2 jours (1) (2)
Décès	
- du conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin.....	5 jours (2)
- d'un enfant.....	5 jours (1) (2)
- du père, de la mère.....	5 jours (1) (2)
- des beaux parents.....	3 jours (1) (2)
- d'un frère, d'une sœur.....	3 jours (1) (2)
- d'un beau-frère, d'une belle-sœur.....	2 jours (1) (2)
- d'un petit-fils, d'une petite-fille.....	2 jours (1) (2)
- d'un gendre, d'une belle fille.....	2 jours (1) (2)
- d'un oncle, d'une tante (1 <sup>er</sup> degré).....	2 jours (1) (2)
- d'un neveu, d'une nièce (1 <sup>er</sup> degré).....	2 jours (1) (2)
- d'un grand-parent.....	2 jours (1) (2)
Intervention chirurgicale ou hospitalisation du conjoint ou de l'enfant.....	1 jour pour l'hospitalisation (1) (2)
Consultation chez un spécialiste de l'agent ou de l'enfant.....	½ jour sauf cas exceptionnel (1) (2)
Annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant	5 jours
Convocation (sécurité sociale, affaires juridiques.....)	½ jour (2) (3)
Don du sang au C.T.S.....	½ jour (2)
Déménagement.....	1 jour

(1) pour chacun de ces événements, une journée supplémentaire est accordée :  
- pour délai de route s'il nécessite un déplacement de 150 km aller  
- ou bien lorsque le déplacement le justifie

(2) joindre obligatoirement un justificatif (certificat, bulletin, convocation, etc...)

(3) l'heure de convocation devra se situer dans l'horaire de travail pour justifier de la ½ journée d'absence.

## Dans les conditions suivantes :

La demande d'autorisation d'absence s'effectue auprès de l'autorité territoriale accompagné de justificatifs tels qu'acte de naissance ou de décès. L'autorité territoriale doit s'assurer de l'exactitude matérielle des motifs invoqués.

Les autorisations spéciales d'absence sont accordées en fonction des nécessités de service.

**Article 2 :** Autorise Monsieur le maire à signer tous les actes nécessaires pour permettre la mise en œuvre de ces autorisations d'absence.

**Article 3 :** Dit que les crédits sont inscrits au budget communal.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

## 10. MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) applicable au 01/01/2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;



Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté ministériel du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, notamment le texte 131,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

**Vu l'arrêté ministériel du 16 juin 2017 portant application corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014.**

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 20 novembre 2023.

**Considérant** la délibération du Conseil Municipal en date 6 mars 2019 portant sur le RIFSEEP au sein de la commune de Vicq-sur-Nahon.

**Considérant** la modification des montants maximum annuels de l'IFSE et CIA, l'intégration de non titulaire de droit public et des adjoints d'animation.

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale. Il se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis :

- *les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes...) ;*
- *les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat*
- *l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement).*

## **I. Bénéficiaires**

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents titulaires et stagiaires, ainsi qu'aux agents non titulaires de droit public exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné.

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont :

- Les Rédacteurs
- Les Adjoint Administratifs
- Les Agents de maîtrise
- Les Adjoint Techniques
- Les Adjoint d'Animation

## II. Montants de référence

Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite des plafonds prévus précisés par arrêtés ministériels.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions au regard des critères suivants :

1. Fonctions d'encadrement, de coordination de pilotage ou de conception.
2. Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions.
3. Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Les plafonds applicables à chacun des groupes sont définis ci-après :

Catégorie	Groupe	Cadre d'emploi	Fonction	IFSE - Montant maximal annuel	CIA – Montant maximal annuel
B	B1	Rédacteur	Fonction de secrétaire de Mairie	7 000 €	1 000 €
C	C1	Adjoint Administratif	Fonction de secrétaire de Mairie	7 000 €	1 000 €
C	C2	Adjoint Administratif	Agent polyvalent du service administratif et postal	7 000 €	1 000 €
C	C1	Agent de maîtrise	Missions et travaux techniques	7 000 €	1 000 €
C	C2	Adjoint Technique	Agent d'entretien des bâtiments, d'espaces verts Conducteur d'engins et surveillance cantine	7 000 €	1 000 €
C	C2	Adjoint d'animation	Bibliothèque	7 000 €	1 000 €

## III. Modulations individuelles

Le montant de l'IFSE et du CIA seront proratisés, dans les mêmes conditions que le traitement, pour les agents à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

Les attributions individuelles de l'IFSE et du CIA seront décidées par l'autorité territoriale et feront l'objet d'un arrêté.

En cas d'absence, l'IFSE fixée ci-dessus et conformément au décret 2010-997 du 26.08.2010 est réduite de moitié, lorsqu'un bénéficiaire est placé en congé de maladie ordinaire à demi-traitement.

Lorsqu'un bénéficiaire est placé en congé de longue maladie ou de longue durée l'IFSE n'est plus versée. Toutefois, lorsque le bénéficiaire est placé rétroactivement en congé de longue maladie ou de longue durée, l'IFSE versée durant les périodes de congés de maladie ordinaire, requalifiés en longue maladie ou longue durée est maintenue.

Durant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité ou adoption, l'IFSE est maintenue intégralement.

## **A. IFSE**

L'IFSE peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le niveau indemnitaire mensuel perçu antérieurement par l'agent sera maintenu dans le nouveau régime indemnitaire, au titre de l'IFSE.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen obligatoire mais sans revalorisation automatique :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les trois ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

L'IFSE sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

## **B. CIA**

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel, le complément indemnitaire sera déterminé en tenant compte des critères suivants :

- Les compétences professionnelles et techniques
- La disponibilité et l'adaptabilité
- La reconnaissance de l'engagement professionnel
- La motivation des agents
- Les qualités relationnelles

La part liée à la manière de servir sera versée annuellement.

**Le dispositif du RIFSEEP et, par conséquent la présente délibération, sont applicables aux cadres d'emploi dont les corps de référence sont parus en annexes des arrêtés ministériels pris en application du décret 2014-513.**

- *rédacteurs ; adjoints administratifs ;*
- *Agents de maîtrise, Adjoints techniques.*
- *Adjoints d'animation*

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à 13 voix pour, 0 voix contre, et 0 abstention,

### **DECIDE**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

D'abroger la précédente délibération en date du 6 mars 2019.

#### **Article 2**

D'approuver la modification du RIFSEEP dans les conditions indiquées ci-dessus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

#### **Article 3**

D'autoriser Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de la prime dans le respect des principes définis ci-dessus.

#### **Article 4**

De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de cette prime.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

## **11. PARTICIPATIONS COMMUNALES POUR LA MANIFESTATION DU 15 JUILLET 2023**

Monsieur le Maire informe que les communes de Langé, Veuil et Vicq-sur-Nahon se sont associées pour organiser la manifestation du 15 juillet 2023.

La commune de Vicq-sur-Nahon ayant payé l'ensemble des factures pour un montant de 736.94 € et le feu d'artifice étant actuellement pris en charge par la commune de Vicq-sur-Nahon, une participation supplémentaire de 150 € à la commune de Langé et Veuil a été demandée, afin de proposer un feu d'artifice plus étoffé.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

Décide de proratiser la dépense de 736.94 € comme suit :

Vicq-sur-Nahon :	$736.94 \text{ €} \times 48.33 \% = 356.16 \text{ €}$
Veuil :	$736.94 \text{ €} \times 33.60 \% = 247.61 \text{ €}$
Langé :	$736.94 \text{ €} \times 18.07 \% = 133.17 \text{ €}$

Une participation supplémentaire de 150 € pour le feu d'artifice est demandé aux communes de Langé et Veuil.

En accord avec ces communes, il sera établi un titre de recette pour la commune de Langé de 283.17 € et de Veuil de 397.61 €.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 27/12/2023*

*Publié le 27/12/2023*

## **12. BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET des CARTOGRAPHIES DES ZAE nR**

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune doit décider des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables (ZAE nR) prévues par l'article 15 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables.

La commission municipale sur les énergies nouvelles a proposé les points suivants :

1) Le bois énergie :

Sur l'ensemble de la commune, c'est une source acceptable dans la mesure du respect des plans de gestion, de l'interdiction de mise à blanc des bois quelques soient leurs tailles en respect des prescriptions du PLU.

La demande locale du bois de chauffage doit être respectée, tant que ce mode de chauffage est autorisé.

2) La Géothermie de surface est acceptée sur l'ensemble de la commune.

3) La Géothermie profonde :

- Est acceptée sur l'ensemble de la commune en ce qui concerne la géothermie sur sondes et circuits fermés.
- Est refusée en circuit ouvert sur nappes profondes (principe de précaution pour préserver la qualité de l'eau).

4) La méthanisation :

- Sera autorisée pour équiper des petites unités (autoconsommation).
- Sera refusée au stade « industriel », la commune de Vicq-sur-Nahon étant riveraine d'une très grosse unité en bordure de la commune de Luçay-le-Mâle.

5) Le photovoltaïque :

- Sur toiture sera autorisé sur l'ensemble de la commune sauf dans le périmètre des sites inscrits ou classés.
  - Sur parking, sous forme d'ombrières, sera autorisé sur l'ensemble de la commune. (voir annexe 1)
  - Sur sols déjà artificialisés ou à faible enjeu en terme de biodiversité (friches, délaissés routiers, centres d'enfouissement...) sera autorisé sur l'ensemble de la commune.
  - Sur terres agricoles, l'agrivoltaïque sera autorisé en fonction de la réglementation en cours.
- 6) Le solaire thermique sera autorisé sur l'ensemble de la commune sauf dans le périmètre des sites inscrits ou classés.
- 7) L'éolien :
- Aucune éolienne ne pourra être installée sur la commune du fait des 5km d'exclusion depuis l'Airpark (soit la grande majorité de la commune, confère la carte annexée) et du périmètre d'exclusion de château de la Moustière (inscrit aux monuments historiques) à l'ouest, ainsi que de la présence du gazoduc et méthaniseur à la limite de la commune Vicq-sur-Nahon. (voir annexe 2)

Un dossier d'information sur les ZAE nR envisagées par la Commune a été consultable du 6 au 10 novembre 2023, un registre de concertation disponible en mairie a permis au public de formuler ses observations,

Une insertion dans le bulletin municipal, ainsi que sur le site de la commune a permis d'avertir les habitants de cette concertation

Le bilan de cette concertation est le suivant :

- 3 personnes ont consigné des commentaires sur le registre plutôt favorablement à la proposition et en émettant des suggestions (voir annexe 3)

Après échanges, le Conseil Municipal décide à 10 voix pour - 1 voix contre – 2 abstentions :

- D'ARRÊTER les propositions zones d'accélération telles que présentées ci-dessus.
- PRÉCISE que la présente délibération sera transmise, à la Communauté de Communes d'Ecueillé – Valençay.
- PRÉCISE que la présente délibération approuve la proposition de cartographie des zones d'accélération du territoire communale qui sera transmise au référent préfectoral dans le Département.

*Certifié exécutoire*

*Reçu en préfecture le 15/12/2023*

*Publié le 15/12/2023*

#### **14. PRESENTATION DU RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE du SYNDICAT DES EAUX DU BOISCHAUT NORD 2022**

Le Maire demande à M. RABIER Benjamin, Vice-Président du Syndicat des Eaux de présenter le rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'Eau Potable du Syndicat des Eaux du Boischaut Nord de l'exercice 2022, approuvé par le Comité syndical en date du 21 juin 2023.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur ce document.

Entendu l'exposé et après en délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- ADOPTE le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable sur l'exercice 2022.

*Certifié exécutoire*

## **15. ADMISSION EN NON-VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES – Budget Assainissement**

- Vu l'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public du Service de Gestion Comptable de La Châtre et portant sur l'année 2018 et 2019 pour le budget assainissement ;
- Considérant que toutes les opérations visant à recouvrer ces créances ont été diligentées par le comptable public du S.G.C. de La Châtre dans les délais légaux et réglementaires ;

Il est à noter que ces admissions en non-valeur n'empêchent pas le comptable public de La Châtre de poursuivre les démarches pour récupérer ces recettes, et qu'en cas de recouvrement ultérieur, la commune pourra encaisser ces sommes.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

- D'accepter d'admettre en non-valeur sur le budget assainissement les recettes pour un montant total de 135.56 €, correspondant à la liste des produits irrécouvrables n° 5782660032 dressée par le comptable public ;
- que les crédits nécessaires à l'annulation de ces créances sont prévus à l'article budgétaire 6541.

*Certifié exécutoire*

Reçu en préfecture le 07/12/2023  
Publié le 07/12/2023

## **QUESTIONS DIVERSES**

### **Terrain**

M. MOULINS Jacky souhaite vendre la parcelle ZE 180 d'une contenance de 1 ha 61 a 16ca pour un montant de 4 000 €.

Cette parcelle est située en zone Nv (zone naturelle) du PLU, le Conseil Municipal propose de l'acquérir pour un montant de 2 500 €.

### **Projet boucle cyclo touristique**

Le Pays de Valençay en Berry souhaite connaître la position du Conseil Municipal concernant les deux boucles cyclo-touristiques projetées avec un passage sur le territoire de la commune.

Le conseil municipal a émis un avis favorable à ce projet.

### **Salle polyvalente**

Le conseil municipal a accepté un devis de la quincaillerie THOMAS d'un montant de 311 € TTC pour la fourniture de matériel pour l'occultation modulable des vasistas de la salle polyvalente en cas de projections.

M. Lauzanne se propose de réaliser les travaux.

### **Borne électrique pour les commerçants**

Une borne électrique pour les commerçants en cours d'installation, un devis de passe câble de 1167.14 € TTC a été approuvé.

Un règlement pourra être rédigé pour inciter les utilisateurs de la borne à passer les câbles dans le passe-câble.

### **CORMIER**

Un administré a adressé un courrier, afin de solliciter auprès de la commune la plantation d'un nouveau cormier sur la RD entre la Chauvellerie et les Garniers pour remplacer l'arbre abattu par le vent.

- **Barrière chemin de la Maréchalerie**

Il est demandé d'installer une barrière en haut de la rue de la Maréchalerie pour interdire le passage des cyclos moteurs dans le petit sentier qui rejoint le chemin de la Caillaudière.

- **Débardage**

Au lieu-dit la Boiffarderie, des dégradations sur la voirie ont été constatées et des bois sont stockés sur l'accotement.

Des mesures seront prises pour interdire le débardage sans autorisation, les propriétaires seront tenus responsables des dégradations sur le domaine public.

*Séance close à 20 h35.*